

Pour répondre à l'Urgence Sociale, Plus que jamais mobilisés Le Mardi 19 mars 2019

Une loi Liberticide pour bâillonner le mouvement social

Au lieu de répondre à l'urgence sociale, et dans une dérive autoritaire qui en dit long sur la réalité de cette présidence Macron, le parlement s'apprête à voter une loi dite « anticasseurs » qui en réalité ne vise qu'à limiter le droit fondamental de manifester. C'est un recul sans précédent des libertés démocratiques auxquelles nous assistons.

Un pouvoir autoritaire qui s'appuie sur la répression et la violence policière afin d'étouffer tout mouvement social, briser toute contestation, et, espère-t-il, empêcher les militants et les citoyens de manifester et de dire leur rejet de cette politique des riches qui nous prépare à des lendemains plus difficiles encore.

Parce que c'est bien ce qui est en jeu actuellement. Pris de panique devant un mouvement social et citoyen sans précédent et aux formes inédites, le président et son gouvernement, aidés en cela de la cohorte des médias aux ordres et d'une police qui use d'un niveau de violence rarement atteint, ont tout mis en œuvre pour discréditer et criminaliser le mouvement des gilets jaunes.

Des revendications communes

La CGT a très vite appelé à unir les forces dans l'action, et en cela nous pouvons dire que la journée du 5 février aura été une réussite. Les revendications sont les mêmes : augmentation des salaires, du Smic, des pensions, plus de justice sociale et fiscale, plus de services publics ...

Le grand dégât national, c'est la politique Macron !

De manière précipitée et totalement déconnectée de la phase sociale que nous vivons, la macronie a décidé d'organiser un « un grand débat national », mais qui ne trompe personne. Les revendications ils les connaissent parfaitement, c'est une simple manœuvre dilatoire pour détourner l'attention et continuer pendant ce temps à mener tambour battant les « réformes » qui vont finir d'achever notre modèle social.

Assurance chômage et retraite : Des attaques sans précédent se profilent

Les négociations sur l'assurance chômage sont en train de tourner court : le gouvernement exige des économies de 1.5 milliards d'euros par an à l'UNEDIC, ce sont donc les droits des chômeurs qui vont être rognés. Le patronat veut imposer de revoir les règles des "CDD d'usage", des CDD dérogatoires sans limitation de renouvellement ni versement d'indemnité de fin de contrat. Ils se sont très largement développés et sans contrôle dans de nombreux secteurs, comme ceux de l'aide à domicile. En intersyndicale Pôle emploi a d'ailleurs décidé d'une nouvelle grande journée d'action et de grève le 19 mars prochain.

La réforme des retraites est l'autre grand volet auquel le gouvernement est en train de s'attaquer. Tout est prêt pour mettre fin à notre système de retraite par répartition, avec en filigrane la fin de la Sécurité sociale. Les succès des mouvements de grève dans la Sécurité sociale montrent que le personnel est de plus en plus conscient des dangers que représente le démantèlement des organismes.

Nous vivons des temps de tension sociale qui culmine chaque semaine, chaque jour, dans des actions qui disent combien la contestation est forte, vivante, prête à mener la lutte, prête pour gagner et faire reculer ce gouvernement sur tout ce qui touche à nos droits, à nos salaires, à nos solidarités.

La Fédération FNPOS CGT appelle à être mobilisés et présents dans les actions :

- **Les samedis avec les territoires et les Gilets Jaunes**
- **Le 8 mars journée internationale des droits des femmes**
- **Le 19 mars, mouvement de grève intersyndical dans pôle emploi**
- **Le 19 mars appel à la grève des organisations syndicales et de jeunesse.**
- **Et à participer aux initiatives dans les territoires dans le cadre des Mardis de l'urgence sociale.**

Montreuil le 18 février 2019